

ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Cremation

Question écrite n° 11815

Texte de la question

M Pierre Lagorce expose a M le ministre de l'interieur que la Federation francaise de cremation a depose le 15 decembre 1985 une demande de reconnaissance d'utilite publique. Cette demande s'appuyait sur des raisons d'urbanisme (economie de terrain), de protection de l'environnement, d'hygiene, de protection de la sante publique, d'economie sociale, de soutien humanitaire, d'entraide et de solidarite. La Federation francaise de cremation a deja repondu a toutes les requetes effectuees par la prefecture de Paris, la prefecture de police de Paris, les ministeres des affaires sociales, de la sante et de l'interieur, sans obtenir satisfaction. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas que l'etude du dossier de la Federation francaise de cremation devrait etre acceleree.

Texte de la réponse

Reponse. - La Federation francaise de cremation a sollicite sa reconnaissance d'utilite publique en decembre 1985. Les dernieres pieces constitutives du dossier ont ete communiquees en juillet 1988. La requete a ete instruite conformement a la pratique suivie par l'administration en pareil cas. La reconnaissance d'utilite publique etant assortie d'avantages fiscaux importants et etant consideree comme un label de qualite accorde aux associations qui en beneficient, le ministere de l'interieur a toujours eu soin d'apprecier, au vu notamment des avis dont il ne manque pas de s'entourer, la conformite de la demande avec le but d'interet general qu'elle doit presenter. La federation en cause ne repondant que partiellement aux criteres requis pour qu'un etablissement soit reconnu d'utilite publique, il n'a pas ete possible, en l'etat actuel du dossier presente, de repondre favorablement a sa demande.

Données clés

Auteur : M. Lagorce Pierre
Circonscription : - Socialiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 11815

Rubrique: Mort

Ministère interrogé : intérieur Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 17 avril 1989, page 1738